



Madame la préfète,
Monsieur le Président du Conseil Départemental
Monsieur l'Inspecteur d'Académie,
Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

Si ce CDEN se réunit aujourd'hui, c'est aussi parce-que des représentants des personnels peuvent encore y siéger. Pourquoi cette introduction si abrupte nous direz-vous ? Tout simplement car nous sommes inquiets quant au projet gouvernemental concernant la représentation et les compétences des instances, et à terme la représentativité et les moyens alloués aux organisations syndicales pour effectuer leur travail au service des salariés. Ce gouvernement ne navigue pas à vue, tout est structuré afin d'écartier au maximum les « corps » nuisant à la bonne marche du libéralisme, libéralisme dont le président est le premier de cordée. C'est une conception du dialogue social, où il décide, il reçoit, mais au bout ne change rien. Après les largesses octroyées aux riches viennent les autres, ceux qui ne sont rien... La déclinaison de Macron à l'éducation, c'est Blanquer, adepte des neurosciences, nettoyeur de toute pensée autre que la sienne. La FSU dénonce l'utilisation du scientisme qui ne peut être la validation d'une politique de démantèlement du service public de l'éducation nationale. On l'a dit en CTSD, ce gouvernement est dur, abrupte avec les plus faibles, méprisant avec les salariés, haineux envers les fonctionnaires, mais ô combien indulgent avec les plus forts, les plus riches.

Alors certes, nous sommes des fonctionnaires, et comme vous l'avez dit à l'instar de vos prédécesseurs, monsieur l'Inspecteur, nous, enseignants face aux réalités du terrain, devons fonctionner et appliquer les lois de la République. Pas de problème, monsieur le DASEN, madame la Préfète, nous faisons tourner la machine, mais nous conservons cet esprit critique, cette petite touche d'esprit rebelle et effronté. L'injonction, l'ordre, le pouvoir, sont plus que jamais à l'ordre du jour dans les rapports hiérarchiques. La FSU est attachée aux libertés, de pensée, de conscience.

Pour en revenir à l'actualité de ce CDEN, rythmes scolaires, ajustements de carte scolaire, nomination des DDEN, nous allons prendre part aux débats, vous n'en doutez pas.

Sur le point rythmes, on avance, on recule, on fait un pas d'un côté, puis de l'autre côté... C'est un peu la danse du Madisson. Mais à la fin, on recule quand même, car on a oublié une chose : l'égalité territoriale pour l'intérêt général... L'épisode ville de Périgueux en est une belle illustration !

Concernant les ajustements de carte scolaire, nous reprendrons les éléments du CTSD, porterons les situations, en nous adressant aussi aux élus. Nous sommes dans un département pauvre : économiquement, socialement, culturellement. Les fusions imposées par la nouvelle gouvernance, vous le savez bien mesdames et messieurs les élus, ne s'opèrent pas dans un souci de plus de services pour l'utilisateur mais dans une optique de rationalisation des coûts pour au final moins de service public. Le secteur marchand trouve là un boulevard dans lequel il ne manque pas de s'engager y compris dans le secteur éducatif. En témoigne le fleurissement des écoles hors contrat dans notre département.

Se concentrer, se regrouper, être plus gros pour être plus fort, corrélation essentielle selon vous, madame la Préfète, monsieur le DASEN, pour être plus efficace. Cette théorie ne résiste pas à l'analyse, pas plus qu'un niveau de réussite des élèves qui serait plus faible dans le milieu rural. La question du contexte social est bien évidemment prépondérante, mais vous éludez cette hypothèse.

L'attractivité d'un territoire que ce soit économiquement ou humainement est intimement liée à la présence des services publics au plus près des citoyens. Plus nous sommes éloignés des centres décisionnaires, plus nous avons besoin de ces services publics dans nos territoires ruraux, notamment ceux qui souffrent de la faiblesse démographique. Le service public est notre bien à tous, il nous protège individuellement et collectivement, et est garant de l'équité. La FSU est attachée à la gratuité des services publics. Plus d'école, plus de service des transports, de service fiscal, de service de santé, et j'en passe, quelle attractivité pour l'activité économique et pour les citoyens ! Vous le savez toutes et tous, les canoës sortent uniquement l'été...

Une nouvelle convention pour notre département est en cours de réflexion et d'élaboration. Nous attendrons d'avoir plus d'éléments pour nous positionner. Au titre de la solidarité, nos départements ruraux sinistrés économiquement et socialement, doivent être protégés et bénéficier d'une attention particulière et d'un investissement de l'Etat à la hauteur des besoins.

A la FSU, nous porterons ces valeurs, ces mandats pour l'école, le service public, la société. Justice, progrès social, liberté de pensée, égalité et fraternité ! Que l'on ne nous accuse pas de ne pas porter les valeurs de notre République.

Les représentants de la FSU

